



**HAL**  
open science

## Introduction. Quel modèle économique pour la Pologne après 1989?

Stanislaw Fiszer

► **To cite this version:**

Stanislaw Fiszer. Introduction. Quel modèle économique pour la Pologne après 1989?. Malgorzata Borkowska; Stanislaw Fiszer. La Pologne à l'heure du néolibéralisme: entre résignation et résistance, PUN - Editions universitaires de Lorraine, pp.9-19, 2019, Collection CERCLE, 978-2-8143-0542-7. hal-03194791

**HAL Id: hal-03194791**

**<https://hal.science/hal-03194791>**

Submitted on 9 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Introduction**

### **Quel modèle économique pour la Pologne après 1989 ?**

**Stanislaw FISZER**  
*Université de Lorraine*

La première question qu'on puisse poser en débattant le modèle économique de la Pologne après 1989 est celle de savoir quand elle est redevenue capitaliste ? Dans une interview donnée en 2002 au *Courrier de Varsovie* Tadeusz Mazowiecki, l'ancien Premier ministre du premier gouvernement non-communiste se rappelle :

L'une de nos décisions les plus difficile a été le choix de notre programme économique. Remarquez que, dès le mois d'août [1989], avant même la désignation de Leszek Balcerowicz comme ministre chargé de l'Économie, de mon premier discours devant la Diète, j'ai annoncé que nous n'allons pas faire « d'expérience », mais en revenir aux valeurs éprouvées du marché libre. La direction fondamentale était donnée. C'était complètement différent de ce que nous avions envisagé pendant les négociations de la « Table ronde » [...] Évidemment, j'avais très peur de la réaction des gens, quand les grandes entreprises publiques, qui étaient le bastion de Solidarité, commenceraient à s'effondrer.

On peut tirer au moins trois conclusions des propos de Tadeusz Mazowiecki : en premier lieu, la décision de transformer l'économie socialiste considérée comme irréformable en économie du marché a été prise dès le mois d'août 1989. En deuxième lieu, cette décision allait à l'encontre non seulement de tentatives de réformes économiques entreprises dans les années

80 par le régime du général Wojciech Jaruzelski<sup>1</sup>, mais encore contre différents programmes socio-économiques de Solidarność, jugés utopiques et populistes<sup>2</sup>. Enfin, le nouveau premier ministre et son entourage se rendaient apparemment compte des conséquences immédiates de la « thérapie de choc » entreprise en septembre 1989 par Leszek Balcerowicz nommé à ce moment-là vice-Premier ministre et ministre des Finances.

Rappelons que ce dernier, soutenu par le FMI, a mis en œuvre un programme de transformations économiques radicales qui consistait, entre autres, en une très forte libéralisation des prix et du commerce extérieur, une politique monétaire ultra-restrictive accompagnée de la forte dévaluation du zloty, monnaie nationale. Il s'agissait d'équilibrer le budget de l'État, de réduire drastiquement des subventions accordées aux entreprises et de les privatiser rapidement. Les résultats de cette réforme que certains qualifient de « révolution libérale » ne se sont pas fait attendre : en quelques mois l'hyperinflation a été maîtrisée, les magasins se sont remplis, le nombre de petites et moyennes entreprises privées a vite augmenté. Pourtant, la « thérapie de choc » a en même temps entraîné des conséquences sociales très graves : la fermeture des centaines puis des milliers de grandes entreprises d'État inadaptées aux principes de marché, le chômage de masse qui, à la veille de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004, a grimpé jusqu'à 20% de la population active, la dégradation du système de sécurité sociale, de la culture et de la science qui, jusqu'alors furent subventionnés par l'État.

Dès le début des années 1990, de rares voix s'élèvent pour critiquer les erreurs de la transformation qui, à plusieurs égards, était une application mécanique des recettes néolibérales de l'École de Chicago, symbolisée par les figures de Friedrich Hayek<sup>3</sup> et Milton Friedman. En 1999, le chercheur américain Edward Luttwak a forgé le terme péjoratif de « turbo-

---

1. En septembre 1982, le régime de Wojciech Jaruzelski s'est engagé, à une surprise générale, dans une réforme économique connue sous le nom des trois A ; autonomie interne, autofinancement, autogestion. D'après cette réforme qui pour plusieurs raisons échoua, les entreprises devaient jouir d'une large autonomie vis-à-vis du planificateur central et leur politique salariale devait dépendre de leurs résultats financiers contrôlés par les banques. On a rétabli les conseils d'employés qui, avec la direction, devaient être responsables de la gestion des usines. La dernière tentative de réforme économique faite par le régime du général Jaruzelski date de l'automne 1987 : lors d'un référendum, les Polonais devaient répondre à trois questions portant sur un ajustement draconien des prix, l'existence d'un certain chômage au nom de la rentabilité et de la concurrence, l'ouverture aux lois de marché, laquelle devait faciliter l'investissement du capital étranger dans des grandes et petites entreprises. Les deux tiers des électeurs ont approuvé ce projet, mais le lendemain d'une hausse des prix des produits de consommation, en janvier 1988, de nouvelles grèves ont forcé le pouvoir à abandonner le projet.

2. Voir à ce propos *Le programme de Solidarność. Texte intégral des thèses élaborées par le Congrès des délégués à Gdańsk le 7 octobre 1981*, traduction réalisée sous la dir. de Daniel Beauvois par la section d'Études polonaises de Lille III, Lille, Presses universitaires de Lille, 1982. Ce programme assez hétéroclite évoque, par endroits, les meilleures traditions socialistes et autogestionnaires polonaises et européennes.

3. Voir à ce propos Pierre Rimbert, *Hayek ou le bolchevisme néolibéral*, *Le monde diplomatique*, septembre 2016.

capitalisme »<sup>4</sup> par lequel on a commencé à désigner le système économique instauré en Pologne à la suite de la réforme de Balcerowicz. Au début des années 2000, deux ouvrages bien documentés de Kazimierz Poznański, professeur d'économie à l'université de Washington, dénoncent, entre autres, le caractère spoliateur des privatisations en Pologne. Tous les deux portent les titres bien éloquentes, voire provocateurs : *Wielki przekręt. Klęska polskich reform* [Une énorme magouille. L'échec des réformes polonaises, 2000] et *Oblęd reform. Wyprzedaż Polski* [La folie des réformes. Brader la Pologne, 2001]. Les thèses de Poznański ont été développées par Jacek Titenbrun dans son livre *Z deszczu pod rynnę. Meandry polskiej prywatyzacji* [De Charybde en Scylla. Les méandres de la privatisation polonaise, 2007]. Cependant il fallait attendre l'année 2009 pour que la première monographie critique de la « thérapie de choc » sous le titre *Polska transformacja* [La transformation polonaise] paraisse en Pologne. Cet ouvrage de Tadeusz Kowalik fut suivi, en 2014, de *Patologia transformacji* [La Pathologie de la transformation] de Tadeusz Kieżun. L'un et l'autre dénoncent un capitalisme bâti rapidement, sans capitalistes, qui se caractérise par une ouverture hâtive aux entreprises transnationales menant selon le terme d'un autre économiste, Krzysztof Jasiński, une « stratégie du pâturage » aux relents néo-coloniaux.

Aujourd'hui, presque trente ans après les réformes de Balcerowicz, ses conséquences les plus néfastes sont apparemment endiguées ou surmontées. Même si la Pologne a atteint son niveau du PIB de 1975 seulement vingt ans plus tard, dès 1993 elle a renoué avec une croissance constante. En 2017 son PIB s'est élevé à 488 milliards de dollars ce qui la situe à la 25<sup>e</sup> place dans le monde. La désindustrialisation du pays sous la « thérapie de choc » a été renversée au début des années 2000. La Pologne n'a pas connu la récession après la crise mondiale de 2008 et son économie a crû de 25% depuis. Les revenus moyens des ménages ont doublé entre 2004 et 2017 pour atteindre 1100 euros brut. Le taux de chômage a baissé jusqu'à environ 4%, fin 2018, entre autres en raison d'une émigration massive de quelque 2 millions de Polonais, après 2004, principalement vers d'autres États de l'Union européenne. Les fonds structurels de cette dernière ont permis d'importants investissements dans les infrastructures dont bénéficie la majorité de la population du pays.

Cependant la question sur la façon dont on a soigné l'économie socialiste agonisante au début des années 1990 revient souvent dans les débats menés aujourd'hui en Pologne. D'une part, cette période cruciale dans l'histoire polonaise est l'objet de nouvelles études scientifiques. D'autre part, elle suscite l'intérêt des économistes et des sociologues dans la mesure où

---

4. Le terme qui désigne la forme de capitalisme moderne, dont les principes sont poussés à l'extrême.

certaines conséquences négatives de la politique néo-libérale persistent et mettent en cause le modèle économique adopté par la Pologne après 1989.

Pour comprendre le bouleversement de celui-ci, il faut situer la Pologne dans un contexte géopolitique plus large. À compter du début des années 1990, les multinationales occidentales jettent leur dévolu sur des entreprises d'État au cours de la privatisation en Europe centrale et profitent d'une exemption partielle ou totale de droits de douane dans l'importation en provenance de cette région. Grâce à sa proximité géographique avec celle-ci, l'Allemagne est le principal bénéficiaire de l'ouverture des frontières et du commerce asymétrique qui résulte de l'impossibilité de faire face à la concurrence des produits occidentaux : dans les années 1990, ils inondent le marché centre-européen et font augmenter le déficit de son commerce extérieur<sup>5</sup>. Au tournant du millénaire, l'Allemagne devient le premier partenaire commercial non seulement de la Pologne, mais encore de tous les pays faisant partie du groupe de Visegrád : la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Ces États, de 64 millions d'habitants représentent pour Berlin un arrière-pays transformé en plate-forme de production délocalisée. En 2004, au moment de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale, dont l'Allemagne fut l'infatigable militante, l'intégration de la région dans l'espace industriel rhénan est déjà bien avancée<sup>6</sup>.

Ainsi, la Pologne devient et reste largement un pays « semi-périphérique » et une variable des politiques de délocalisations massives menées par des multinationales<sup>7</sup>. En effet, elles investissent dans pratiquement toutes les branches de l'économie polonaise en commençant par l'industrie automobile, en passant par le secteur électronique et électroménager, en finissant par les banques. En 2016, au total 61,4% des actifs bancaires et 53,5% de l'industrie manufacturière en Pologne sont détenus par le capital étranger ce qui est loin des standards occidentaux. Il y investit en raison de la main d'œuvre qualifiée et bon marché. Certes, la présence de multinationales a modernisé la base industrielle, entraîné un transfert de technologie, augmenté la productivité et les rémunérations, créé de nombreux emplois qualifiés, mais elle cantonne le pays dans une économie de sous-traitance et de subordination. La forte dépendance de ce dernier entraîne des ressentiments latents et, ce qui est plus grave, de lourdes conséquences économiques et sociales.

---

5. Entre 1991 et 2014, le solde du commerce extérieur polonais fut constamment négatif : en 2008, le déficit a atteint à 26 204 milliards d'euros. Il ne devient légèrement positif qu'à partir de 2015.

6. Pierre Rimbart, *Le Saint Empire économique allemand*, *Le Monde diplomatique*, février 2018.

7. Wojtek Kalinowski, *La Pologne ou la crise du « libéralisme de périphérie »*, *Alternatives Économiques*, 26. 10. 2015.

En ce qui concerne les premières, il suffit de dire que, d'après la Banque centrale polonaise, entre 2003 et 2013 sur les 115 milliards d'euros de bénéfices réalisées en Pologne par les sociétés étrangères, 75,3 milliards ont été rapatriés par les sociétés mères. Beaucoup d'entreprises étrangères, surtout celles qui se trouvent dans les 14 Zones économiques spéciales, créées entre 1996 et 1998, sont exonérées de l'impôt sur le revenu, et cela jusqu'en 2026. Bien que la prise de contrôle du secteur bancaire par le capital étranger ait sans doute facilité la modernisation du système financier, elle concourt à drainer les ressources des Polonais vers l'extérieur limitant ainsi le potentiel de l'économie locale. Lors de la crise financière de 2008, en particulier, les sociétés mères occidentales ont brusquement coupé les crédits au public polonais pour améliorer leur propre situation.

S'il s'agit des conséquences sociales, il ne faut pas oublier que malgré une augmentation des revenus des ménages, elle reste bien derrière l'augmentation de la productivité du travail et de celle du PIB polonais qui entre 2000 et 2014 a augmenté de 64%, alors que le salaire moyen n'a gagné que 37%. Une étude publiée en 2017 par l'Institut syndical européen montre qu'entre 2008 et 2015 l'écart de rémunération entre Allemands et Polonais, au lieu de diminuer, s'est accru de 4%<sup>8</sup>. Plus généralement, le manque de convergence entre les salaires polonais et ouest-européens, va de pair avec de grands écarts salariaux à l'intérieur des pays : entre ceux qui ont bénéficié de l'adhésion à l'UE et de la globalisation et ceux qui en ont pâti et gagnent environ 500 euros brut<sup>9</sup> par mois, entre les régions riches, principalement à l'est et au centre et les régions relativement pauvres à l'est de la Pologne. Les salariés, mais aussi les gouvernants, subissent les effets du chantage aux délocalisations qu'exercent en permanence les multinationales et du chantage au licenciement exercé par les employeurs polonais eux-mêmes. Car augmenter les bas salaires et renforcer la protection de l'emploi risquerait à leurs yeux de menacer le coût de production et les exportations polonaises bon marché. Or, ils en sont les principaux bénéficiaires.

Ce qui facilite la précarisation des employés, c'est la politique de l'emploi focalisée sur la flexibilité, l'intensification du travail et la précarité des contrats. Selon la Commission européenne, parmi les moins de 25 ans pratiquement personne ne dispose d'un CDI et 27% des Polonais travaillent à la tâche, avec un contrat dit « poubelle ». Rappelons que ce type de contrat n'est pas soumis au droit du travail, mais au droit civil : il ne garantit ni les congés payés, ni assurances sociales, ni un salaire minimum et ne permet pas d'adhérer à un syndicat. Qui plus

---

8. Voir à ce propos *Salaires : en Pologne, il vaut mieux être caissier que professeur*, *Courrier international*, 13. 04. 2018.

9. C'est le montant du SMIC polonais qui en 2018 s'élevait à 2150 zlotys.

est, quelque 26% des Polonais font des heures complémentaires, 23% travaillent la nuit, les week-ends et plus de dix heures d'affilée, 20% ont plusieurs employeurs. Les grèves qui éclatent sporadiquement en raison d'une extrême faiblesse des syndicats et d'une législation sociale restrictive, se soldent souvent par des licenciements<sup>10</sup>.

Tous ces exemples montrent bien les limites et les abus de la politique néolibérale et invitent à repenser le modèle économique de la Pologne. Cette question centrale d'une Journée d'études organisée par le Centre de recherche sur les cultures et littératures européennes (CERCLE) le 10 avril 2018 à l'université de Lorraine, est d'ailleurs débattue au sein des élites polonaises. Parfois même ce débat conduit à une transgression des dogmes néolibéraux. Ainsi, la très libérale Plateforme civique, quand elle était au pouvoir (2007-2015), a apporté quelques ajustements à son programme, en assouplissant, par exemple, la politique monétariste et fiscale au moment de la crise de 2008. L'ultra-conservateur Droit et Justice, actuellement au pouvoir, tout en dénonçant démagogiquement l'immigration, l'homosexualité, l'athéisme, le féminisme et en cherchant à restreindre les droits politiques et civiques, a mis en place un plan d'aide aux familles de plus d'un enfant, souvent défavorisées, et prêche une « repolonisation » de l'économie, programme qui avait été favorablement accueilli par une frange de la population. Cela fait dire à certains commentateurs de la réalité polonaise que les Polonais attachent plus d'importance au niveau de vie qu'à la liberté<sup>11</sup>, le défaitisme qui est pourtant contredit par des manifestations antigouvernementales.

Parmi les économistes, de plus en plus nombreux sont ceux qui, loin de la démagogie et du dogmatisme du Droit et Justice, s'inspirent du néo-keynésianisme et demandent un renforcement du rôle de l'État dans la politique économique sans pour autant rompre avec le libéralisme et ses valeurs fondamentales : liberté politique et économique, démocratie, individualisme, tolérance<sup>12</sup>. D'ailleurs, à cette occasion on évoque souvent Michał Kalecki<sup>13</sup>, le précurseur polonais du keynésianisme, qui, pour stimuler la demande, mettait l'accent sur

---

10. Ewa Siedlecka, *Les arrêts maladie, seule solution pour faire grève*, *Courrier internationale*, 07. 02. 2019.

11. Voir à ce propos Ewa Siedlecka, « Les Polonais optent pour le modèle chinois », *Courrier international*, 09. 03. 2018.

12. Grzegorz Kołodko, ministre des Finances dans les années 1994-1997 et 2002-2003, et l'un des critiques les plus lucides de la « thérapie de choc » de Leszek Balcerowicz, est, entre autres, l'auteur de *Wędrujący świat* [Le monde en marche, 2011], l'ouvrage traduit en plusieurs langues, dans lequel il explicite son « nouveau pragmatisme ».

13. Michał Kalecki (1899-1970), économiste de renommée internationale, est surtout connu pour ses travaux sur la dynamique des économies capitalistes, sa théorie du cycle des affaires ou encore son analyse des déterminants de l'investissement et la méthodologie de la planification économique. Sa théorie du développement économique (*Essai d'une théorie de la conjoncture*, 1933) rappelle la doctrine de John Maynard Keynes (1883-1946), mais elle a vu le jour quelques ans avant cette dernière. On peut la résumer en quelques mots : pour assurer le développement d'un pays, l'État doit investir et trouver les moyens de financer ces investissements. Voir à ce propos Jean-Jacques Gabas, « Michał Kalecki, théoricien du développement », *Alternatives économiques*, n° 213, 01. 04. 2003.

l'importance d'une politique d'investissements d'une part, sur la croissance des salaires réels d'autre part. Grzegorz Kołodko, qu'on peut considérer à certains égards comme un continuateur de la pensée de Kalecki prône dans un monde irréversiblement globalisé un « nouveau pragmatisme », c'est-à-dire un développement équilibré, à la fois économique, social et soucieux de l'environnement. C'est en adoptant le modèle de l'économie durable que la Pologne pourrait sortir du rôle de sous-traitant et assurer à ses habitants un véritable bien-être.

Pourtant, en réfléchissant sur le modèle économique de la Pologne et son éventuelle modification, on ne peut pas faire abstraction des structures supranationales dans lesquelles le pays fonctionne, en particulier de l'Union européenne. Or, comme on le sait très bien, cette dernière mène depuis des années une politique d'austérité et, sous peine de sanctions, veille à ce que le déficit des États membres ne dépasse pas le seuil de 3% du PIB, ce qui empêche ceux-ci de prendre, même temporairement, des mesures financières plus adaptées aux conditions du marché national. Par ailleurs, la Constitution et les traités de la Commission européenne, dont l'une des doxas est la libre concurrence généralisée, exposent toujours plus à la compétition non seulement mondiale, mais aussi et surtout à la compétition entre les membres de l'Union. Il va sans dire qu'elle renforce les plus forts et affaiblit les plus faibles au risque de les dresser les uns contre les autres<sup>14</sup>.

Cette concurrence débridée, limite à son tour, voire réduit à néant, la fonction régulatrice des États dans des situations de mauvaise conjoncture ou de crise. On peut donc se demander si, au lieu de promouvoir le néolibéralisme qui ne dit pas son nom, l'Union européenne ne devrait plutôt s'inspirer des États, tels que les pays scandinaves, qui conservent le haut niveau de dépenses publiques, d'impôts et de sécurité des revenus pour les salariés. À cet effet, il faudrait sans doute renoncer aux projets, en cours dans certains pays, de privatisation des services publics, réhabiliter l'investissement d'État, notamment dans des industries innovantes, le moins énergivores et polluantes possible<sup>15</sup>, enfin encadrer efficacement la finance afin qu'elle ne dicte plus sa loi à la population. Autrement dit, il est grand temps de démocratiser le projet

---

14. Depuis des années, Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie, tout en étant partisan du libéralisme économique, met en garde contre l'ouverture trop rapide et incontrôlée des marchés par les pays relativement pauvres au risque d'être davantage appauvries face aux pays riches qui défendent leurs marchés (voir à ce propos Joseph E. Stiglitz, Andrew Charlton, *Pour un commerce mondial plus juste*, Fayard, 2005). Dernièrement, il conseille aux pays de la zone euro de contrôler leur balance commerciale par rapport à l'Allemagne, par des certificats d'importations/exportations (une mesure protectionniste). Il écrit ainsi : « l'excédent de l'Allemagne signifie que le reste de l'Europe est déficitaire. Et le fait que ces pays importent plus qu'ils n'exportent contribue à la faiblesse de leurs économies ». Il pense donc que les pays excédentaires s'enrichissent au détriment des pays déficitaires et met en doute le principe de l'avantage comparatif (fondement du libre-échange), qui stipule que le déficit commercial n'a pas d'importance puisque les échanges commerciaux sont mutuellement profitables.

15. Sur la création de l'économie écologique et durable voir Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie-Écologie-Économie*, Sang de la Terre, 2011.



européen en le faisant évoluer vers des politiques économiques et sociales cohérentes et solidaires sur lesquelles les citoyens auraient plus de pouvoir d'influer et dans lesquelles ils pourraient se reconnaître<sup>16</sup>. Sans cela l'Union européenne, trop bureaucratisée, s'expose au danger d'implosion sous la pression des peuples qui la constituent ou des régimes, pas forcément démocratiques, qu'ils pourraient élever au pouvoir.

Le fruit de la Journée d'études, les six articles rassemblés dans ce recueil, se trouve divisé en deux parties : la première porte sur les questions relatives au néolibéralisme en Pologne dans le domaine socio-politique, alors que la deuxième aborde son influence sur la culture et les médias. Les auteurs représentent des approches et des opinions différentes ce qui augmente, d'ailleurs, l'intérêt du volume dont le but est de poursuivre le dialogue entamé depuis longtemps dans les pays ex-communistes sur le modèle économique à adopter ou à adapter aux conditions locales.

Ainsi, la première partie commence par une contribution qui revient principalement à la « thérapie de choc » de Leszek Balcerowicz. Son auteur, Yves Potel, cherche à expliquer les choix économiques faits en 1989 par le premier gouvernement non-communiste en Europe centrale tout en posant la question de leur pertinence dans la perspective historique. La même question est posée par Anna C. Zielińska qui par le biais d'une méthode socio-philosophique analyse d'une part l'évolution de la pensée politique dans la Pologne d'après-guerre et l'implantation du néolibéralisme dans le pays après le changement de régime, d'autre part avance des hypothèses sur la conscience collective des Polonais. Enfin, Rafał Woś, critique inconditionnel du néolibéralisme dont la Pologne était, d'après lui, l'un des précurseurs en Europe, essaie d'expliquer certaines décisions économiques du parti Droit et Justice au pouvoir et de son chef Jarosław Kaczyński, même s'il prend ses distances à l'égard des dérives autoritaires et antidémocratiques de ce régime.

La deuxième partie du recueil débute par un article d'Agnieszka Woch qui étudie les mécanismes persuasifs dans le discours des médias néolibéraux, principalement dans la presse polonaise. Marek Rogalski brosse une évolution culturelle du pays avant et après la réinstauration du capitalisme à partir de 1989 et se prononce pour une sorte d'équilibre entre deux composantes de l'identité polonaise, à savoir la pensée mythique et une longue tradition

---

16. Dans son article *Une Europe à refaire*, *Le Monde diplomatique*, juillet 2016, Serge Halimi constate : « La chute de l'URSS offrait au Vieux Continent l'occasion de refonder un projet susceptible de satisfaire l'aspiration des populations à la justice sociale et à la paix. Encore aurait-il fallu ne pas craindre de défaire et de reconstruire l'architecture bureaucratique érigée subrepticement à côté des nations, changer le moteur libre-échangiste de cette machine. L'Union eût alors opposé au triomphe de la concurrence planétaire un modèle de coopération régionale, de protection sociale, d'intégration par le haut des populations de l'ex-bloc de l'Est ».

libérale. L'ouvrage se termine par l'article de Małgorzata Borkowska qui passe en revue la littérature et l'art polonais face à la pensée et à la réalité néolibérales dans l'optique de l'existentialisme chrétien et de l'humanisme.

Qu'il nous soit permis, en guise de conclusion, de remercier toutes les personnes et institutions qui ont contribué à l'organisation de la Journée d'études : le Conseil du pôle scientifique TELL, le Conseil de l'UFR ALL, le CERCLE, ainsi que son secrétaire Madame Sylvie Laguerre pour son aide logistique inappréciable et Madame Małgorzata Borkowska, l'ATER de polonais : c'est grâce à son engagement et sa ferme volonté de vaincre de nombreux obstacles que notre manifestation scientifique a pu se tenir dans un contexte de fortes tensions universitaires, début avril 2018.